

HOSOYA YUICHI

Professeur à la faculté de droit de l'Université Keio, ancien membre du comité consultatif du Japan's National Security Council

Vuk JEREMIĆ

Je vais maintenant m'adresser au professeur Yuichi. Êtes-vous aussi prudent et sceptique au Japon et comment voyez-vous cette évolution du point de vue du Japon ?

Yuichi HOSOYA

Je voudrais remercier les organisateurs d'avoir inclus le Japon dans cette session, car ma participation vous donne l'impression que le Japon n'est ni marginalisé ni isolé dans le processus de négociation sur les questions nord-coréennes. Il y a de l'espoir, mais je suis sceptique pour plusieurs raisons. Cependant, je voudrais d'abord préciser quelques points concernant la position du Japon sur les questions nord-coréennes. Certains médias affirment que le Japon est marginalisé ou isolé dans ce processus. C'est en partie vrai car le Japon n'a pas pris part à la guerre de Corée et l'armistice du 27 juillet 1953 a été signé par les forces américaines, les forces des volontaires du peuple chinois et les forces nord-coréennes. Le Japon n'a pas participé au processus, raison pour laquelle ces trois puissances - les États-Unis, la Corée du Nord et la Chine - sont les principales parties des pourparlers de paix. L'accord d'armistice a ouvert des pourparlers de paix entre les quatre pays - les États-Unis, la Chine, la Corée du Nord et la Corée du Sud - il est donc naturel que le Japon ne se soit pas associé aux négociations de paix.

Toutefois, parmi les dirigeants du sommet du G7, le Premier ministre Shinzo Abe est le plus expérimenté. Il s'est rendu à Pyongyang en septembre 2002 avec le Premier ministre de l'époque, Junichiro Koizumi. C'est pourquoi il s'est joint au processus de rédaction de la Déclaration de Pyongyang entre le Japon et la Corée du Nord. Il connaît donc les détails des négociations. Il était également Premier ministre à l'époque, en 2006 et 2007 et les négociations à six incluaient le Japon. Plusieurs déclarations communes importantes ont été rendues publiques. Le Premier ministre Abe connaît également très bien les détails de cette négociation et de cet accord. Il a été trahi deux fois. Le gouvernement nord-coréen a en effet enfreint la déclaration de Pyongyang mais également la déclaration commune des pourparlers à six, auxquels le gouvernement japonais était associé.

C'est pourquoi il serait naturel que le gouvernement japonais se méfie de la Corée du Nord. Le gouvernement japonais ne cherche donc pas à isoler ni à contenir la Corée du Nord, mais à persuader les Nord-Coréens de revenir à la position initiale de l'accord, que le gouvernement nord-coréen lui-même a accepté. Il serait donc possible de considérer la position japonaise comme dure - parce que la communauté internationale s'est retirée de la position à laquelle elle s'était engagée en 2005, 2006 et 2008 à l'ONU et lors des pourparlers à six.

Permettez-moi d'ajouter un point. Le Japon peut également jouer un rôle très important dans le processus de reconstruction de la Corée du Nord une fois que le rapprochement et les pourparlers de paix auront avancé. Dans la Déclaration de Pyongyang, le Gouvernement japonais a convenu qu'une fois le traité de paix conclu, le Japon fournirait une assistance économique à la Corée du Nord à titre de réparation de guerre. Le Japon a commencé à fournir une assistance économique à la Corée du Sud en 1965, à l'époque du traité entre le Japon et la Corée du Sud, et c'est pourquoi il était disposé à fournir une assistance économique équivalente à la Corée du Nord. La Corée du Nord peut donc obtenir une aide économique considérable du Japon, ce qui constituerait un fondement essentiel pour la reconstruction de l'économie nord-coréenne.

C'est la raison pour laquelle, à un moment ou à un autre, la Corée du Nord devrait être disposée à inviter le Japon à participer aux pourparlers sur la reconstruction du pays, mais si la Corée du Nord ne souhaite pas inviter le Japon à fournir une assistance économique, le Japon se réjouira peut-être de ne pas avoir l'obligation de payer. Toutefois, ce point figure dans la Déclaration de Pyongyang, ce qui explique pourquoi le Japon participera probablement au processus de reconstruction économique de la Corée du Nord.

Cela dit, je suis assez sceptique, car la communauté internationale, et en particulier le président Trump, s'est retirée des accords précédents. Le président Trump n'a aucun intérêt pour les détails des négociations et cela va détruire la stabilité de la région, déstabiliser la région. Même si nous assistons peut-être à un changement structurel de la politique internationale, M. Trump n'a pas l'intention de respecter ces accords.